

"LE PEUPLE BRETON"

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

Adresser le montant au C.C.P.

1890-57 RENNES, Hervé GRALL

51, rue Inkermann, BREST.

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

0,60

UDBN

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

LES "usines-pirates" DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE BREST

(Voir notre enquête, page 3)

LA LEÇON DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

N'en déplaise à la propagande officielle, ces élections, en Bretagne comme ailleurs, ont revêtu une signification politique, surtout dans les villes. Quelles constatations pouvons-nous en tirer dans la perspective qui est la nôtre : la construction d'une véritable démocratie bretonne ?

ÉCHEC DE L'U.N.R.

L'échec de l'U.N.R. est, à cet égard, un facteur qui peut paraître rassurant. La défaite des inconditionnels a été très nette dans les villes de plus de trente mille habitants, à l'exception de Vannes, où le ministre Marcellin avait pris la tête de la municipalité sortante, groupant toute la réaction locale. Des parlementaires gaullistes comme MM. Le Goasguen à Brest, Evrard à Quimper, Le Douarec à Rennes, arrivés en dernière position dans leurs propres fiefs, auront quelque peine à reconquérir un prestige bien compromis. Ce n'est pas l'échec à Nantes du président du groupe parlementaire U.N.R. à l'Assemblée nationale, M. Rey, qui est de nature à redorer le blason du parti gouvernemental...

Comme les bonapartistes au siècle dernier et malgré les résultats spectaculaires des référendums-plébiscites, les hommes-liges du gaullisme ne parviennent guère à s'implanter solidement en Bretagne : peut-être y a-t-il, dans le style des supporters locaux du pouvoir personnel, quelque chose qui répugne au caractère breton ?

LES ÉLECTEURS BRETONS ONT DIT NON AU CHANTAGE

La plupart des électeurs, en tout cas, semblent avoir été peu sensibles au chantage des candidats U.N.R., laissant entendre que les subventions de l'État iraient aux seules communes qui auraient "bien voté"... Il ne faudrait cependant pas tirer de ces résultats des conclusions trop optimistes. Toute menace contre les libertés municipales n'est pas écartée pour autant et on peut même se demander si l'élimination de ses candidats n'incitera pas précisément le pouvoir, appuyé par sa "fidèle" majorité parlementaire, à mettre au pas les municipalités en les privant de quelques franchises qui leur restent.

Les conseils municipaux nouvellement élus pourraient-ils constituer un pôle de résistance suffisamment efficace contre une telle atteinte aux libertés locales ?

LE CENTRE = UN FATRAS INCOLORE

La presse "régionale" a titré, au lendemain des élections, sur une prétendue victoire du CENTRE, notion vague et incolore, mais propre à satisfaire un "apolitisme" commercialement rentable. C'est, en réalité, un magma multiforme que recouvre cette étiquette peu compromettante. On y retrouve, pêle-mêle, des leaders M.R.P., tel M. Fréville à Rennes, des indépendants de droite, comme M. Lombard à Brest, André Morice (radicalisant) à Nantes, etc. Si ces listes ont connu le succès dans les trois principales villes bretonnes, c'est qu'il s'agissait en réalité de larges coalitions conservatrices, allant parfois jusqu'à l'extrême-droite...

Il est difficile d'assimiler à une victoire de la démocratie l'élection de MM. Morice et Lombard, connus pour leurs sympathies envers les "activistes" de l'Algérie française. Ils ont eu, il est vrai, l'habileté de faire place sur leurs listes à des hommes jeunes et compétents, représentatifs de la génération nouvelle, ce qui explique en partie le succès de ces vieux routiers de la politique.

UN CERTAIN STYLE...

Est-ce la contagion du mythe de l'homme "providentiel" ? Le "centre" y a succombé souvent, en donnant une importance trop exclusive à la tête de liste, dans la propagande électorale. Il y a là, chez ces opposants (épisodiques) au système gaulliste, une propension assez inquiétante à la personnalisation de la gestion municipale.

A Rennes, par exemple, le style "vitrine" de la municipalité sortante, l'absence de programme précis, des slogans comme "Votez pour Henri Fréville !" (comme s'il s'agissait d'un scrutin uninominal...), la manière surtout d'éduquer toute discussion en s'abstenant de toute réunion publique et contradictoire ("Les pierres parlent pour lui !" lisait-on sur les affiches de cette liste) ont été autant de signes de cette tendance. Lorsque l'on sait, d'autre part, que cette même liste ne comptait, sur 37 candidats, qu'un seul ouvrier, égaré au milieu des directeurs de sociétés, industriels et commerçants qui forment la majorité, comment peut-on dire qu'une telle municipalité est le reflet de la population laborieuse.

Tout cela n'est guère encourageant pour ceux qui souhaitent voir se renforcer une démocratie locale capable de faire obstacle aux entreprises du pouvoir personnel.

RÉVEIL DÉMOCRATIQUE

Le glissement à gauche, constaté dans des villes comme Lorient et Saint-Brieuc, constitue-t-il du moins un signe de réveil démocratique ?

A Saint-Brieuc, malgré la défection de l'Action travailliste dont les causes sont mal connues, la liste de Y. Le Foll, du P.S.U., a connu un beau succès, dû en grande partie à la popularité de la municipalité sortante que dirigeait Antoine Mazier, dont l'œuvre a fortement marqué la ville. A Lorient, le mécontentement dû à la situation particulièrement tragique de la classe ouvrière et des jeunes, après la double défection d'Alstom et de Renault, a certainement contribué à la victoire de la liste "Front populaire" conduite par le socialiste Alainmat. C'est là une leçon pour les "modérés" qui flirtent avec le gaullisme, comme M. Ducassou, déjà tenu en échec aux dernières élections cantonales à Baud, et battu cette fois sur la liste du maire sortant Glotin. La réélection des maires communistes sortants à Lanester et à Hennebont, où est battu le docteur Thomas, vice-président du Conseil général du Morbihan, est également significative du mécontentement consécutif à la grave crise qui frappe cette région.

Notre camarade J.-P. Le Berre a été élu dès le premier tour au Guilvinec, sur une liste d'Union des Gauches dont le programme mentionnait notamment la défense de nos libertés CULTURELLES. Comme quoi on peut se montrer partisan d'une Bretagne bretonne et être pris au sérieux par les classes laborieuses.

Dans certaines localités, les succès de la gauche n'ont cependant pas connu l'ampleur qu'ils auraient dû avoir si ses listes avaient été mieux composées et si la campagne avait été conduite avec davantage de dynamisme. Sans doute, la S.F.I.O. retrouve la mairie de Quimper avec Thépot, celle de Saint-Nazaire avec Blancho, celle de Châteauvlin avec Mao, etc.

NE PAS PARTIR BATTUS...

Mais, dans bien d'autres localités, on assiste à un certain essoufflement, voire à des échecs

du TRAVAIL



en BRETAGNE

(Voir notre Edito, page 2)

inattendus. Trop souvent, la vieille gauche, attachée à ses traditions et donnant une prime à l'ancienneté, n'a pas su adopter un style moderne et est allée à la bataille avec des hommes du passé, sans programme élaboré démocratiquement et fondé sur une analyse précise de la situation. Il est difficile d'expliquer autrement l'échec de la liste d'Union des Gauches à Brest. A Rennes, où elle est arrivée en tête dans quatre bureaux de vote, la liste d'Union démocratique (Le Strat), qui s'était engagée à associer plus activement la population à la gestion municipale, aurait pu connaître un meilleur sort si l'électeur n'avait eu l'impression qu'elle portait battue d'avance. Une campagne électorale ne s'improvise pas : elle se prépare dès le lendemain des élections précédentes.

PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE LOCALE

De plus, il est urgent que les partis démocratiques s'unissent sur un programme précis et cohérent de défense et surtout de PROMOTION de la démocratie locale. Il ne suffit pas de dénoncer platoniquement les empiétements de l'État, il faut réclamer une réforme profonde de la fiscalité locale qui donne à la commune les ressources substantielles sans lesquelles l'autonomie administrative n'est qu'un mot vide de sens. Il est vain de critiquer la réforme administrative régionale et les pouvoirs accrus qu'elle donne au préfet, si on ne propose pas de substituer à ce fonctionnaire, vestige du régime napoléonien, des institutions vraiment représentatives, c'est-à-dire, en Bretagne, une assemblée élue au suffrage universel et un exécutif nommé par elle. La démocratie, pour être réelle, doit exister à tous les échelons.

Nos communes, dégagées de l'emprise parisienne que favorisent le morcellement départemental et l'esprit de clocher, doivent s'épanouir librement dans un cadre qui offre autre chose qu'une caricature de la démocratie. Pour nous, Bretons, ce cadre ne peut être le département, circonscription artificielle et étriquée, ni un "Ouest" purement géographique aux contours mal définis, mais une communauté humaine et vivante : la Bretagne.

J. T.

Edito

Les chiffres donnés dans l'étude sur le chômage en Bretagne, parue dans notre dernier numéro, sont déjà faux, déjà dépassés : il faudrait ajouter d'autres licenciements, une centaine à Quimper chez Mather et Platt (métallurgie), une cinquantaine à Concarneau dans une petite entreprise de métallurgie, une cinquantaine de nouveau à la "Nantaise des Fonderies". Nous avons déjà souligné combien cette situation tragique faisait peser une menace de déperissement sur l'économie bretonne. Témoin de cette gravité, cette inhabituelle dernière page d'"Ouest-France" où, à côté d'une carte regroupant les résultats des élections municipales des grandes villes de "l'Ouest" (dix-sept départements), on lisait cet aveu à la fois plein de candeur et révélateur de cette fausse bonne conscience que nous avons si souvent dénoncée : « Un jour d'élection, on peut tout de même rappeler que le pouvoir d'achat des salariés de l'Ouest est trop bas ». L'annonce-opium de l'implantation de deux nouvelles usines de matériel électrique ne doit pas faire oublier la vérité. La Bretagne — du fait de la conjonction de plusieurs facteurs : maintien de l'émigration, diminution croissante de la population active agricole, arrivée à l'âge actif d'un grand nombre de jeunes, arrêt d'une industrialisation au taux déjà insuffisant — frôle un seuil minimum au-dessous duquel il lui serait impossible d'envisager d'être autre chose qu'un désert entouré de quelques noyaux urbains (aux activités touristiques prédominantes) pendant plusieurs décades (1).

Il était navrant de ne voir aucune réaction s'esquisser. L'annonce d'une journée d'action sur le thème "L'Ouest veut vivre", pour le 8 avril, journée organisée par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., a un aspect évidemment positif. Subir passivement fait trop le jeu du capitalisme et du national-gaullisme pour que nous ne marquions pas une certaine satisfaction devant cette réaction des deux syndicats ouvriers.

Mais nous devons constater les limites de cette journée d'action. Le cadre d'abord : l'Ouest, cette fois-ci de neuf départements (nous avons vu plus haut l'Ouest de dix-sept départements ; il y a aussi l'"Ouest-France" de douze départements, sans oublier le Grand-Ouest de quarante-huit départements). Le macaron vendu pour payer les frais des délégations qui seront envoyées à Paris est significatif : ce qui apparaît sur le dessin, c'est la Bretagne (ou, si certains ont les mêmes complexes que Michel Debré, "l'Extrême-Ouest") et, comme il fallait bien donner à la notion vague et indéfiniment extensible d'Ouest, une limite, on a figuré une ligne de petites croix qui, si elle commence à la limite de la baie du Mont Saint-Michel, ne se termine pas.

La substitution de cet insaisissable Ouest à la notion claire de la Bretagne, communauté réelle (cinq départements) entraîne une faiblesse sur le plan tactique de la revendication : la portée est moindre. D'autre part, il est assez curieux de constater que, sur le plan des forces engagées, les mille marcheurs proviendront de la seule Loire-Atlantique, les autres départements envoyant seulement des délégations. Des manifestations locales devant avoir lieu, il sera intéressant de noter quel caractère elles revêtiront en Bretagne et... à l'Ouest. Rappelons une fois de plus que, pour la réforme tarifaire, pour le maintien des Forges d'Hennebont, pour l'emploi à Saint-Nazaire, les appuis réels sont venus des autres départements bretons et qu'en dehors de quelques télégrammes ou motions, on n'a rien vu venir de Cholet, du Mans, de Mayenne ou de Laval. Le dynamisme et l'efficacité ne se créent pas sur des notions artificielles. Puisque nous parlons dynamisme et efficacité, constatons qu'aux dernières élections municipales, Laval a élu dès le premier tour une liste U.N.R., Cholet, au deuxième, une liste U.N.R., Angers une municipalité réactionnaire.

Aux deux organisations ouvrières C.F.D.T. et C.G.T., dans la seule Loire-Atlantique sont venues se joindre d'autres organisations, en l'occurrence le Centre départemental des jeunes agriculteurs et la Fédération de l'Education nationale. La C.G.T.-F.O. est absente, puisque, pour M. Ventejol, secrétaire confédéral, il s'agit d'un "problème national", se plaçant au diapason du C.N.P.F. et des féaux du capitalisme national-gaulliste qui justifient et ont toujours justifié les fermetures d'usines, la mobilité des travailleurs dans l'espace national-hexagonal par l'intérêt "national". « Aujourd'hui, la récession existe partout, ce n'est plus un problème local, régional, mais national. A problèmes nationaux, action nationale », qu'en pensent les travailleurs des papeteries Vallée de Belle-Isle-en-Terre ? Cette lutte "nationale" menée, les travailleurs bretons continueraient à souffrir du chômage, du sous-développement. La moitié des apprentis formés à l'arsenal de Brest continuerait de s'expatrier.

Ainsi, les travailleurs du département breton le plus touché vont servir de masse de manœuvre pour la défense de l'irréalité "ouestienne" qui, avec une population moindre, a bénéficié de beaucoup plus d'implantations industrielles que l'ensemble de la Bretagne ; car, nous insistons, il y a une spécificité du problème breton, ne pas vouloir le reconnaître et ne pas vouloir agir en fonction de cette spécificité conduit à leurrer les travailleurs. Quand MM. Declercq et Laurent, lors d'une conférence de presse de la C.F.D.T. sur la situation de l'emploi dans la région de Bretagne et des pays de la Loire donnaient des exemples, ce n'est pas un hasard si huit sur dix étaient bretons.

La C.G.T. semble avoir renoncé au cadre breton qu'elle avait adopté ; principalement en raison du cadre "ouestien" choisi, les syndicats paysans bretons seraient absents ; au récent congrès de la F.N.S.E.A., les délégués des cinq départements avaient voté à l'unanimité un texte insistant sur le choix d'un cadre régional précis.

Le choix d'un cadre précis est de l'intérêt même des travailleurs, des travailleurs bretons comme de ceux du Maine-et-Loire, de la Mayenne et de la Sarthe. Choisir la Bretagne (cinq départements), c'est dire non au pouvoir, auteur de la division artificielle (Bretagne quatre départements, Pays de la Loire cinq départements).

Poser le problème à Paris ne suffit pas et, quoique les organisateurs se défendent "d'aller pleurer", il y a là un symbole. Parler d'une politique nationale d'investissements ne suffit pas : la répartition de ces investissements, le contrôle à l'échelon de la Bretagne de l'emploi de ces investissements, la répartition des impôts, la planification de l'économie appellent la création d'une assemblée bretonne, démocratiquement élue, aux pouvoirs de décision économique.



(1) « Il est donc inévitable qu'à côté de ces régions où les conditions de vie ou de développement seront analogues à ce qu'elles sont en Allemagne, en Belgique, en Italie ou en Grande-Bretagne, il y ait des déserts en France, et le clivage ne pourra que s'accroître entre ces deux types de zones » (Travaux pour le Plan, Réflexions pour 1985).

LA VIE DU PARTI

SECTION DE BREST

Au cours des réunions des samedi 6 et 20 mars fut mise au point et contrôlée l'activité de la section pour le mois écoulé.

La section a effectué dans la ville de Brest un collage des affiches « Qu'il aille au Diable » du Comité pour l'Espagne libre de Louis Lecoin.

Lors du meeting de Lombard pour le premier tour de scrutin des élections municipales, un camarade de Brest fit une excellente intervention d'autant mieux venue que ce fut la seule intervention d'opposants progressistes.

SECTION DE QUIMPER-CORNOUAILLE

Le mardi 9 mars, la section s'est réunie à Concarneau pour organiser les ventes à la criée et les dépôts de journaux ; une lettre ouverte fut mise au point et envoyée aux chefs des listes électorales. Le dimanche 14 mars, la section enregistra l'élection du camarade Le Berre au Guilvinec.

La sollicitude attentive du préfet Eriau permet aux camarades de Quimper une visite régulière des commissariats locaux à chaque vente publique, objet : vérification d'identité...

SECTION DE RENNES

La section s'est réunie le vendredi 5 mars pour contrôler l'activité de février et organiser celle de mars ; elle a constaté que chaque camarade avait rempli l'engagement pris le 5 février d'un abonnement obligatoire en février. Au cours de la réunion, un camarade fit un exposé sur les définitions que l'on pouvait donner du communisme, du socialisme, de l'anarchisme.

Des distributions de tracts ont eu lieu aux R. U. pour les conférences de M. Phipponneau et de M. Héraud.

La section avait décidé d'accroître son effort de vente, les résultats du mois de mars indiquent que cet effort a été réel et très payant.

RÉUNIONS PUBLIQUES A RENNES

Avec M. Phipponneau

Le 10 mars, à la salle des Beaux-Arts, devant plus de 200 personnes, le conférencier invité par notre parti parla de « Bretagne 1965 et Horizon 80 ». Président du Comité départemental d'Ille-et-Vilaine de l'Horizon 80, M. Phipponneau exposa comment de géographe, d'économiste, il était arrivé à cet engagement politique ; se justifiant par ce que nous avons si souvent dénoncé ici même : la mascarade de la loi-programme, la mauvaise foi du gouvernement, la nécessité d'un changement de politique. Au début de l'année 1964, M. Phipponneau a pu poser au candidat à la présidence de la République, Gaston Deferre, lors de la visite de ce dernier en Bretagne, un certain nombre de questions sur le plan, la région. Les réponses ont satisfait M. Phipponneau : élaboration démocratique du Plan, contrat de progrès national, renoncement aux dépenses de prestige militaire. Le conférencier, à titre personnel, prolonge les perspectives de cette politique : véritable assemblée régionale, suppression du préfet, intégration européenne. Les questions posées portèrent sur les aléas maraillais de la candidature de Deferre, sur les moyens envisagés par ce dernier pour lutter contre les trusts capitalistes, sur la conception qu'avait M. Phipponneau du socialisme.

Avec M. Guy Héraud

Invité conjointement par l'U.D.B. et le M.F.E. le 23 mars à la salle de conférences de la C.F.D.T., M. Guy Héraud, professeur à la faculté de droit de Strasbourg, présentait son livre : « L'Europe des ethnies » devant plus d'une centaine de personnes. Décortiquant brillamment les concepts habituels de nation et d'état, M. Guy Héraud arrive à la définition de la stationnabilité. Insistant sur l'absurdité des frontières étatiques, il montre les possibilités de solutions

démocratiques offertes par le fédéralisme à des problèmes douloureux comme celui de la division en deux par des frontières étatiques de communautés ethniques telles que le Pays Basque, la Catalogne, le Tyrol... Ensuite, M. Guy Héraud analyse les critères d'une ethnologie, donnant personnellement une place de choix au critère linguistique. Il souhaite en terminant qu'une véritable intégration européenne permette à des communautés humaines telles que la Bretagne, la Flandre, le Pays Basque, de vivre, de participer à l'enrichissement civilisationnel de l'Europe.

Après cet exposé qui choquait beaucoup de conceptions, l'orateur répliqua à des objections d'ordre linguistique et répondit aux questions sur l'importance à donner au facteur socio-économique.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 200 x 10

Le dernier numéro du **Peuple breton** a été très apprécié. Nos lecteurs et nos abonnés furent heureux de constater l'augmentation du nombre des pages, cependant que le texte restait aussi dense... C'est que nous avons beaucoup à dire. Malgré les difficultés financières qui en découlaient — nos abonnés ont payé 45 centimes ce numéro à 1 franc ! — nous avons estimé que nous devions faire cet effort. Et nous le renouvellerons, si la situation l'exige.

Nous sommes les premiers touchés par la rigueur des temps et par notre pauvreté : ce mois-ci encore, nous devons revenir à quatre pages, sans illustrations, car la photo "mange" du texte. Il est dramatique de songer que, chaque mois, le responsable de presse doit couper, doit éliminer, doit repousser des textes qui, tous, auraient leur place dans nos colonnes et seraient utiles à la cause ! Et pourtant cela est.

Pourquoi ? Parce que nous sommes un journal jeune, libre et militant.

Notre jeunesse nous empêche d'être suffisamment connus, mais progressivement l'effort acharné de nos militants ouvre de nouveaux horizons. Un **Peuple breton** dans une famille et c'est un peu de la Bretagne qui revit !

Notre liberté, que nous n'aliénerons jamais, éloigne de nous les tièdes, les couards et les compromis. Et souvent ceux-là sont riches ! Nous, nous ne pouvons compter que sur ceux qui sont heureux de trouver dans nos pages un peu du non-conformisme et du libre jugement qui sont si rares aujourd'hui.

Notre caractère militant nous impose de partager le sort de la presse d'opinion et de formation, face à la presse "bourgeoise" : les fins de mois sont dures pour tous les militants du monde.

Et pourtant, nous avons confiance, car l'avenir nous appartient et le présent cesse de plus en plus de nous être étranger. Accélérez ce mouvement. **Aidez votre journal à la mesure et à l'estime que vous lui portez.**

Quatrième liste

Un ami arabe, Dinard	10,00 F
Anonyme, Rennes	10,00 F
A.-M. G., Rennes	1,00 F
Anonyme, en réunion publique, Rennes	5,00 F
Anonyme, Dol-de-Bretagne	50,00 F
P. Le Rolland, Paris	25,00 F
Anonyme, Kemper	3,00 F
R. L., Rennes	1,00 F
Anonyme, Concarneau	15,00 F

Total de la quatrième liste 120,00 F
Report des listes précédentes 290,00 F

TOTAL 410,00 F

Soit : 41 x 10. — Il reste : 159 x 10.

Les participations à la souscription doivent être adressées à M. Hervé GRALL, 51, rue d'Inkermann, Brest. C.C.P. 1890-57, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

SIGNATURE :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à Hervé GRALL, 51, rue Inkermann, Brest. — C.C.P. 1890-57 Rennes.

AVEZ-VOUS GOUTÉ LES SAVOUREUSES SPÉCIALITÉS BRETONNES :
GATEAU BRETON, QUATRE-QUARTS AU PUR BEURRE FRAIS ?

BISCUITERIE J. LEROUX

140, rue de Verdun BREST-Saint-Marc Tél. 44-65-08

Les "usines-pirates"...

OU REALITES QUOTIDIENNES DE LA DECENTRALISATION CAPITALISTE

Transocéan recrute femmes robustes, 25-45 ans, pour travail station debout, à la chaleur.

Mais oui, on trouve du travail en Bretagne ! Témoin cette annonce parue dans les journaux locaux et publiée par Transocéan, fabrique de pull-over de luxe, et l'une des premières usines décentralisées installées sur la zone de Kergouan, à Brest. En 1960, Cabasse avait inauguré la zone industrielle brestoïse et ce sont maintenant 25 entreprises qui sont groupées à la sortie Est de la ville.

DU MATERIEL MAGNETIQUE AU GUIGNOL FRANÇAIS :

Création d'une « zone industrielle » ne veut pas dire création de nouveaux emplois.

Le Matériel Magnétique et Transocéan sont venus de Paris, la C.S.F. aussi, qui s'est installée à l'Ouest de la ville. Ça semble bien marcher, mais quand les Brestoïses font le compte, ils s'aperçoivent étonnés que c'est tout pour les décentralisations. Et les autres ? Les 22 ou 23 autres ? Empreinte (bonneterie) est brestoïse depuis 1950, la S.A.T.A.P. (plastique) aussi strictement locale. Armen, Arc, Le Pape sont montés du centre de la ville, et même le Guignol Français où l'on peint des soldats et des châteaux forts venus d'ailleurs.

Leurs patrons ont vu clair et ont profité des avantages offerts à la ville « zone spéciale de conversion » : 15 % de prime d'équipement, prêts à longs termes, voire sans terme du tout, pas de patente pendant 5 ans. Dans ces cas-là, on n'hésite pas. Comme n'a pas hésité la douzaine d'entreprises du bâtiment de Kergouan : les bureaux sont dans la zone, condition nécessaire pour bénéficier des primes, mais les créations d'emplois ne sont pas nombreuses. La Peinture Brestoïse devait créer 40 emplois, et les a effectivement créés, mais pas tous à Brest. Et la SOBREMA (machines agricoles) qui a tous ses ateliers à Landerneau, mais ses bureaux, avec 3 personnes, à Brest ? Et cette autre entreprise landerneenne qui voulait licencier ses 50 employés pour venir s'établir à Kergouan. La municipalité « sympathique et dynamique » n'était pas contre, dit-on... Mais les syndicats sont intervenus et les 50 ouvriers font tous les jours le trajet de Landerneau en car spécial.

Somme toute, si l'on ajoute le hall d'exposition Simca, une zone industrielle qui n'a pas tellement l'allure industrielle : le climat n'y est pas encore, reconnaît la municipalité « jeune et entreprenante ».

RALENTISSEMENT

Pourtant C.S.F., le matériel magnétique, Cabasse et Transocéan sont venus. Des salaires horaires de 25 % inférieurs à ceux de Paris, la perspective d'un certain calme social, l'existence d'un chômage endémique qui permet de ne rien faire pour retenir l'ouvrier (on en retrouvera toujours), autant d'« attraits » qui compensaient l'augmentation du prix de revient dû au transport, augmentation peu importante d'ailleurs tant qu'il s'agit de productions légères ou de luxe. A Transocéan, il y a 270 salariés, mais 600 personnes ont été embauchées en moins de deux ans, et un ouvrier, à l'usine depuis un an et demi, gagne moins de 3 francs de l'heure de nuit. Ces possibilités ne semblent cependant pas suffire. Depuis 1963, il n'y a eu aucune décentralisation à Brest.

La seule annoncée semble être une usine de gaz, qui occupera une grande partie de la zone portuaire, usine classée n° 1 — c'est-à-dire production de

gaz nocifs, d'odeurs, dangers d'explosion — qui emploiera vraisemblablement un personnel réduit. Les pourparlers avec le groupe Seavot-CDC, qui devait créer un millier d'emplois, sont au point mort. Quant à la C.S.F., sa première tranche devait employer 2 000 personnes, mais actuellement le plein semble fait avec 900 emplois. Dans un arsenal en décadence, la venue de C.S.F. avait suscité des espoirs parmi les jeunes radios et électroniciens, mal payés et sans avenir. Mais la venue de C.S.F. a été conditionnée par un accord avec l'arsenal. La C.S.F. ne peut pas embaucher dans son usine de Brest les techniciens sortant de l'arsenal. Et puis la C.S.F. ne semble pas y tenir beaucoup, et les trois pignons provisoires d'une usine qui devait s'agrandir risquent de devenir définitifs. On s'inquiète donc pour une industrialisation qui, si elle semblait bien partie, marque actuellement le pas.

SYNDICALISME ET PATERNALISME

Ce dont on ne semble pas s'inquiéter, en ville, ce sont des conditions de travail dans les nouvelles usines. Le petit restaurant de la route de Gouenou est pris d'assaut tous les midis. On vous dit que 4,50 francs, c'est cher pour ce qu'on y mange ; mais que voulez-vous, il n'y a pas d'autre restaurant à moins de 2 km, pas de cantines d'entreprise, sauf à Transocéan, où c'est trois fois trop grand, mais où l'on accepte pas les gens des autres usines : on n'aime pas qu'il y ait trop de contacts.

« C'est comme les transports ; ils ne sont pas organisés, il y a les bus de la ville, mais pas à toutes les heures. Quand on a fini à 8 heures, il n'y a plus rien, et la zone est à 7 km du centre. Il y a juste des femmes de Transocéan, qui commencent à 6 h et qu'on passe prendre à 4 h 50. »

Le « matériel humain » employé est en général très jeune. Au Guignol Français, quelques ouvrières seulement ont plus de 18 ans. Les filles de 15-16 ans passent de longues heures, courbées à peindre les fusils des soldats et les lassos des cow-boys en plastique. Il est vrai qu'on y travaille que 30 heures par semaine. Mais on n'y est pas beaucoup payé non plus !

Les nouvelles usines, à la C.F.D.T., on les appelle les usines-pirates. Ces usines-pirates sont ici pour les primes, et aussi parce que le personnel est extrêmement pressurable. Aux demandes d'aménagements sociaux on répond par le silence, aux grèves par les licenciements. A Transocéan, ça a éclaté en janvier. La grève a été précédée de pressions et de menaces (visites patronales dans les familles, changements de postes, primes de 10 francs aux non-grévistes) suivie de licenciements (19 personnes, toutes de la C.F.D.T.). Le directeur du travail se tait : on ne crée pas de difficultés à des gens qu'on a eu tant de mal à faire venir.

A la S.A.T.A.P., des ouvriers ont failli être licenciés pour des revendications de salaire. Le patronat ne peut évidemment pas se laisser faire : si les syndicats s'implantaient, si les revendications s'étoffaient, il perdrait tous ses avantages. Alors, il réagit. Les licenciements de Transocéan visaient à liquider la C.F.D.T. Ailleurs, le syndicalisme est purement et simplement interdit. Pas ouvertement bien sûr, mais il est toujours possible de dégoûter quelqu'un dans une petite entreprise, ou de lui imposer un travail dangereux. A la Peinture Brestoïse, le seul syndiqué est... le patron (chez les jeunes patrons). Sa théorie ? Pourquoi les ouvriers se syndiqueraient-ils ? Il est là, lui, pour leur

LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

CHRONIQUE CULTURELLE

« Bretagne est poésie. »

Marie de France.

« Tandis que la rude société du XII^e siècle s'enivrait de sa propre force, aux chansons violentes des jongleurs, une mélodie jamais entendue s'éleva au loin, du côté de la mystérieuse Armorique ; les âmes s'étonnèrent et se détendirent ; les femmes, lasses des grands coups d'épée, écoutèrent avec délices la voix qui parut étrangement pure, et cette harpe inconnue qui fondait les cœurs. Une lumière surnaturelle s'insinua doucement, transfigurant le décor ordinaire de la vie. Et le rêve celtique, dont nul ne sait encore aujourd'hui par quelles voies il procéda, apparut au milieu du monde roman. » Ce n'étaient que quêtes mystérieuses, châteaux aventureux, pays de féerie où les fontaines déchaînaient les orages, où les biches et les faons parlaient la langue des hommes. Les héros bardés de fer des premiers âges cédaient le pas à la poésie de la nature et au culte de l'amante. Le merveilleux celtique et la puissance de l'Amour courtois allaient avoir raison des thèmes vieillissants dont s'inspiraient encore les principales littératures d'Europe.

« Ne sont que trois matières à tout homme

[entendant

« De France, de Bretagne, et de Rome la

[Grant. »

affirme un poète roman du XIII^e siècle. Etrange destin d'une culture dont l'écho n'est parvenu jusqu'à nous que par l'intermédiaire de nos vainqueurs ! Il nous est resté fort peu de choses des récits et des lais dont Marie de France, Thomas, Béroul et Chrétien de Troyes allaient tirer le parti que l'on sait. S'il est aujourd'hui établi que les principaux récits arthuriens prirent naissance en Bretagne insulaire, des spécialistes comme R.S. Loomis soutiennent que ces récits furent introduits sur les continents par les poètes franco-normands d'une part et, d'autre part, par ces trouvères bretons dont parle Marie de France. Les lais désormais fameux du « Laustic », de « Guigemer », de « Yonec » et du « Bisclavret » étaient sans doute des récits en prose coupés aux passages les plus lyriques par des mélodies chantées, soutenues par la harpe.

« Qu'on le fait en harpe et en rote,

« Bonne en est à ouïr la note. »

Une vigoureuse littérature orale semblait donc avoir existé alors chez les Bretons de « Bretagne la menu ». Bien des thèmes rapportés par Marie de France se retrouvent d'ailleurs dans plusieurs gwerziou et soniou recueillis au siècle dernier.

« Une aventure vous dirai,

Dont les Bretons firent un lai.

Son nom est « laustic ». Ainsi l'appellent-ils en leur pays. C'est rossignol en français et nightingale en anglais. »

Rien dans ces lais qui ne rendent à nos cœurs un son familier. Ici, c'est Hoel, roi de la Petite Bretagne, et Oridial, prince du Léon ; ailleurs, c'est Graellent Mor, notre Grallon Meur. Plus loin, enfin, la gente dame franque poursuit :

« Puisque je m'occupe à raconter des lais, je ne veux omettre le Bisclavret. Bisclavret c'est le nom en breton, mais les Normands disent Garou. »

Il n'est pas jusqu'à Tristan, jusqu'à Arthur qui ne trouvent place dans ses poèmes.

Que la réputation des poètes bretons, et

fournir ce qu'ils veulent. Même les équipes sportives corporatives sont difficilement tolérées : il ne faut pas que les ouvriers prennent leurs loisirs ensemble, il ne faut pas qu'ils discutent, du moins en l'absence des patrons. Et l'on arrive à ce résultat ahurissant que la seule « réalisation » sociale est la très fantaisiste « confrérie des frères du bâtiment » où se retrouvent des patrons et certains ouvriers au bon-esprit, et qui publie un bulletin pour annoncer qu'un tel a pêché une truite de trois livres !

Le Far-Ouest social en est encore au XIX^e siècle et Brest la rouge est bien loin. Il est vrai que la municipalité « sympathique, jeune et dynamique » n'est pas l'élue des ouvriers, et qu'une contestation de gauche plus efficace eut été souhaitable. Brestoïses, préparez l'horizon 71 !

Jean GUÉGUENIAT.

même des poétesses, ne le cédait en rien à celle de leurs rivaux gallois, nous en trouvons un autre témoignage dans une compilation scandinave, le « Strengleikar eda Liodabog ». On y voit Guillaume le Conquérant, immobilisé par les vents à Barfleur, dépêchant des messagers en Bretagne pour demander à la « Dame Rouge, laquelle connaissait à fond la nature de tous les lais », de lui en composer un, susceptible de le distraire, qui fut intitulé « Le lai du Rivage ». Elle s'acquitta si bien de sa tâche et le lai fut tellement au roi « qu'aucun harpeur ne passa désormais pour habile qu'autant qu'il était en mesure de l'exécuter à la perfection ».

Le personnage qui semble avoir le plus fasciné les auteurs de langue d'oïl fut sans conteste Arthur, fils de Uter Pendragon, roi de Bretagne. Ce paladin national des Gallois et des Bretons, dont la réalité historique s'estompe quelque peu dans les brumes de la légende, a connu d'innombrables vicissitudes littéraires. Rien n'échappe à la cupidité des conquérants, pas même les héros des peuples qu'ils ont soumis. Edouard Schuré, en le sacrant Empereur de France, a tenté d'en faire un pur symbole de la patrie française. Voici quelques années, on projetait sur nos écrans un grand machin hollywoodien à la polychromie agressive où, sur fond de donjons en carton-pâte et de corsages opulents, ferraillaient pour le compte d'un Arthur, devenu roi d'Angleterre, d'athlétiques pin-up boys, baptisés pour la circonstance Chevaliers de la Table Ronde ! Se pourrait-il que rien n'ait survécu de la fraîche poésie des premiers lais composés à la gloire du grand vaincu de Kamlan ? Certains écrits attestent que, durant tout le moyen âge, Arthur, ou Arzur, était l'objet d'un véritable culte populaire. De Mona à Cardiff, de Brest à Saint-Malo, les Bretons attendent fidèlement, pendant des siècles, le jour où une barque de verre ramènerait de sa lointaine île d'Avallon leur messie enfin ressuscité.

Prestigieuse épopée d'un obscur prince barbare devenu, par la grâce de l'un des peuples les plus imaginatifs de la terre, aussi présent à la mémoire des hommes que Siegfried, Roland, Robin Hood ou le Cid. Bien des tempêtes passeront encore sur ce que les Anglais appellent avec dédain : « The Celtic fringe » avant que le mythe cesse d'exercer sa séduction sur les esprits les plus réfractaires.

Ce n'est pourtant pas là peut-être qu'il faut chercher le plus beau titre de gloire de la littérature bretonne médiévale, mais dans ce merveilleux chant d'amour et de mort qui a nom Tristan et Iseult et dont Michel Manoll a pu dire « C'est la mer celtique toujours présente en ce récit, et la voix des Bretons de Cambrie, de Cornouailles et d'Armorique qui ont porté jusqu'à nous cette histoire merveilleuse où s'expriment les aspirations, les nostalgies, les rêves, la mélancolie, la grâce énigmatique, la musique d'un petit peuple d'enchantement qui conquiert l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la lointaine Scandinavie par les seules armes rayonnantes de la poésie. »

Yann-Ber PIRIOU.

Composition linotype à façon

REVUES — TABLEAUTAGES — THESES

LINARMOR

15, rue des Fossés — RENNES

JOUETS

ARTICLES POUR KERMESSES
POUPÉES POUR HABILLAGE

Ets René LE BEC

Mme Jeanne LE BEC

4, place Terre-au-Duc, QUIMPER, T. 13-54

Gravures Anciennes

concernant la BRETAGNE
Choix très varié disponible à

« L'AMI DES LIVRES »

1, rue des Fossés, RENNES (1. et-V.)



IFFIG

— n'a pas été étonné d'apprendre que lorsqu'on discuta à l'O.N.U. des sanctions à prendre contre l'Afrique du Sud raciste, 82 pays en furent partisans.

— a été encore moins étonné de trouver parmi les six pays défenseurs de l'Afrique du Sud, le Portugal de Salazar, l'Espagne de Franco et la France de De Gaulle.

— a assisté, par hasard, à une messe à Quéménéven (Sud-Finistère), où il a entendu chanter en français le « Kantik ar Baradoz ».

— outré par cette forme de vandalisme, alla demander des explications au recteur. — s'est vu répondre qu'on ne comprenait pas le breton à Quéménéven... en plein pays glazik !

— pense que si l'esprit de la réforme liturgique a soufflé sur Quéménéven, il a « soufflé » l'esprit de celui qui est chargé de l'appliquer.

— s'est étonné en apprenant que M. Lecotteley, professeur à la faculté de Lettres, nouveau conseiller municipal, avait refusé de s'associer aux universitaires signataires d'une lettre de protestation contre les attaques racistes des étudiants nationalistes français, en prétextant que cela pouvait le gêner dans son action.

— pense que M. Lecotteley avait au moins signé ce que M. Vier avait signé.

— se demande bien alors ce que pensent les autres conseillers municipaux du racisme.

AR SONER

REVUE DES SONNEURS DE BINIOU
ET BOMBARDE DE BRETAGNE
Fondée en 1948

Abonnement : 12 francs par an
P. MONJARRET, 18, boulevard Joffre
LORIENT — C.C.P. Nantes 1436-15

PATERNALISME PAS MORT !

Importantes réductions d'horaires à l'usine B.M.A. (Boîtes métalliques d'Arvor) à Concarneau. Le salaire moyen des ouvrières est tombé de 16 000 anciens francs par quinzaine. Plusieurs ouvrières ont dû quitter l'usine, ne pouvant subsister avec un tel salaire.

Dans cette même usine, le père du patron vient à mourir. Enterrement quelques jours après, le 6 mars : tous les ouvriers sont invités à assister à la messe d'enterrement. Puis on fait la quête à l'usine pour faire dire des messes pour le repos de l'âme du défunt : Un tronc à cet usage a même été déposé à l'intérieur de l'usine ! Détail piquant lorsqu'on connaît les réductions d'horaire.

Crêperie Ste-Anne

"Chez Noël"

CADRE BRETON — Cidre et Chouchenn

— RENNES —

MIROITIERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS - QUIMPER - Tél. : 6-47 et 37-47

DROITE ET GAUCHE

Il n'est pas rare d'entendre dire que les notions de "droite" et de "gauche" sont dépassées, qu'à l'âge atomique elles reposent sur des conceptions désuètes et n'ont donc pas de réelle valeur pour l'homme de la seconde moitié du XX^e siècle.

Dans les rangs du Mouvement breton, cette opposition droite-gauche se heurte parfois à un grief supplémentaire : on prétend qu'il s'agit d'un clivage propre à la politique intérieure française, donc sans réelle signification (voire nuisible) pour le combat breton qui, dans un souci d'union et d'efficacité, devrait faire abstraction de ces divisions.

Est-il vrai que ces notions de "droite" et de "gauche" ne représentent plus rien à notre époque ? Ou bien, au contraire, sont-elles symboliques de conceptions fondamentales et permanentes de la vie et de la politique, ayant une valeur universelle, donc valables pour le Mouvement breton comme pour tout autre mouvement politique dans n'importe quel pays ?

Historiquement, les notions de "droite" et de "gauche" — distinction tirée de la place occupée respectivement par les "aristocrates" et les "démocrates" dans les assemblées de la Révolution — sont, certes, d'origine française. Mais ceci, c'est de la "petite histoire", presque de l'anecdote. Ce qui est important, ce ne sont pas les désignations de "gauche" et de "droite" en elles-mêmes, ni même l'usage parfois assez discutable qui en a été fait en France, ce sont les conceptions de base qu'elles recouvrent, les attitudes qu'elles désignent, les aspirations dont elles sont le symbole.

Or, comme l'a signalé René Rémond (1), la notion politique de "droite" est, non un phénomène "national", mais une catégorie universelle. On parlera de la gauche

fanfaniste au sein de la démocratie chrétienne italienne, de la gauche travailliste britannique, de la renaissance d'une extrême-droite allemande, des partis de droite au Japon, des intellectuels de gauche de telle république sud-américaine, etc. Des régimes comme ceux de Franco, de Salazar ou de Tschombé sont classés à droite ; d'autres, comme ceux de Ben Bella, de Castro, de Tito, à gauche...

Mais il faut souligner que, aujourd'hui, tous les pays, tous les continents ont adopté cette distinction fondamentale. Tous les régimes, toutes les doctrines politiques semblent se réduire à ce mode de classement et entrer dans cet espace à deux dimensions. En d'autres termes, "droite" et "gauche" ne sont pas des données spécifiquement françaises, liées à une expérience originale et irréductible : à travers elles, nous touchons à des catégories universelles de la pensée politique.

En schématisant quelque peu, rappelons que la droite croit à un ordre "naturel" des choses, postulant l'inégalité fondamentale des hommes et des races. Pour elle, le peuple, par définition, est inapte à la direction des affaires politiques et économiques, celles-ci devant rester l'apanage d'un petit nombre d'initiés et de privilégiés. Les gens de droite sont pour la conservation de l'ordre social établi, dès lors qu'il repose sur la propriété privée considérée comme un droit absolu et "sacré" et une hiérarchisation des "classes" fondée sur l'hérédité ou l'argent. La droite préfère de ce fait une injustice à un désordre (le désordre étant ce qui dérange son "ordre" à elle, c'est-à-dire le maintien de sa conception de la société et des privilèges qui en découlent).

C'est d'ailleurs cette sacralisation de la propriété privée qui permet à la droite d'élargir sa clientèle à des classes modes-

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — A Pabu, la casserie d'œufs Socadis ferme à partir du 31 mars. Bilan : 44 ouvriers et ouvrières licenciés qui viennent s'ajouter aux 500 déjà mis à pied dans le département depuis le 1^{er} janvier 1965.

FINISTÈRE. — Le mois de mars a apporté une très mauvaise nouvelle de plus, à Quimper. La compagnie française Air-Inter qui a le monopole du réseau intérieur hexagonal annonce la suppression de la ligne d'été Paris-Quimper, créée il y a 5 ans. Le prétexte invoqué est le manque d'avions ; mais il ne tient pas puisque la Chambre de commerce proposant un appareil dont elle est co-propriétaire, cela n'a pas été admis, en raison du monopole capitaliste exercé par la firme parisienne. A Quimper, le mécontentement est grand devant cette modernisation... à rebours !

ILLE-ET-VILAINE. — A Saint-Malo, le 9 février, des manifestations ont eu lieu. Un armateur, Victor Pleven, parent de René Pleven, président de la C.O.D.E.R., croyait pouvoir faire partir un de ses chalutiers malgré la grève

des équipages de pêcheurs. Il est parti avec un équipage réduit, bombardé de pierres et de fruits pourris, se frayant un chemin à coup de lances d'arrosage maniées par le commandant jusqu'à Cherbourg... pour être désarmé.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Vendredi 19 mars, les ouvrières de la conserverie de Saint-Nazaire, récemment frappées par des licenciements ou des réductions d'horaires, ont manifesté en ville. Elles demandaient la réouverture de l'usine et le paiement d'allocations de chômage partiel.

MOR-BIHAN. — Après la société Alsthom, après la société Renault, une autre industrie promise par le pouvoir national-gaulliste fait connaître qu'elle renonce à son projet d'implantation. Il s'agit de la Société de produits chimiques agricoles du centre (S.C.A.C.) qui avait retenu 4 hectares à Gourin, et devait créer 200 à 300 emplois. Encore une promesse qui s'envole ! Notons de plus que la commune de Gourin avait engagé des frais très importants pour aménager les emplacements nécessaires.

MEUBLES COUTURIER

QUIMPER Tél. 384 KERSALÉ Tél. 24-86 SAINT-GWENOLÉ Tél. 11

ANCIENS ETABLISSEMENTS BERNES-CHENADEC

PRIX CHOIX QUALITÉ

tes dont pourtant les intérêts ne sont pas compatibles avec l'ordre social que défendent les conservateurs.

La gauche (non pas tel ou tel parti plus ou moins fidèle à sa doctrine, mais la gauche en général, sur le plan des principes, dépassant le cadre de telle ou telle organisation particulière), affirme au contraire l'égalité de tous les hommes et de tous les peuples, ainsi que la primauté de la justice par rapport à l'ordre formel que défend la droite. Etre de gauche c'est, d'une certaine manière, refuser la soumission à un ordre injuste qui est imposé comme un fait accompli et que les conservateurs conseillent aux classes ou aux communautés défavorisées d'accepter comme le résultat inéluctable d'on ne sait quelle indignité ancestrale ou quelle inaptitude congénitale (« Il y aura toujours des pauvres, que voulez-vous... », réflexion témoignant de cet esprit). Alors que l'homme de droite enseigne aux déshérités la fatalisme et la résignation à leur sort, au nom de la "nature des choses", l'homme de gauche croit que l'intelligence et la volonté humaines sont capables de transformer la société et de faire de l'esclave un homme libre, du sujet un citoyen, de colonisé une personne ayant recouvré la dignité et la maîtrise de sa destinée.

On le voit, l'opposition droite-gauche recouvre des conceptions de la vie et de la société qui, en quelque sorte, sont caractéristiques d'options, d'attitudes, de signification permanente et universelle et gardant donc toute leur valeur, aussi bien pour nous, Bretons du XX^e siècle, que pour n'importe quel peuple sous n'importe quelle latitude.

Certes, selon les époques, l'enjeu du combat "gauche" contre "droite", lié au contexte local et à l'évolution historique, peut varier. En France, par exemple, la vie politique traditionnelle a été dominée pendant longtemps par la lutte, caractéristique de pays latins, entre l'Eglise et l'Etat, antagonisme qui a figé les partis de gauche ; et, en raison de l'accélération de l'évolution historique, est apparu parfois un certain décalage entre l'attitude de certains groupes ou partis et les nécessités nouvelles qui conduisent à prendre

position en face de problèmes qui remettent en cause les notions acquises.

Aujourd'hui, c'est de moins en moins la position à l'égard des idées de la Révolution française de 1789 qui détermine si l'on est "de droite" ou "de gauche". C'est beaucoup plus la position que l'on adopte à l'égard des problèmes du XX^e siècle celui de la décolonisation et de la justice sociale, au plan des individus et au plan des communautés. Aussi, ceux des hommes de gauche qui, en France, sont restés attachés au système de domination coloniale, par paresse d'esprit ou par attachement au nationalisme français ou à l'impérialisme culturel qui en est l'expression, se comportent en réalité comme des hommes de droite : on l'a bien vu au moment de la guerre d'Algérie. L'assimilation était pour la droite le mode idéal de solution du problème colonial, comme il le reste pour elle du problème social. De même, un certain tacticisme sans nuance peut aboutir à des résultats analogues, par exemple, lorsqu'on voit un certain parti faire de la surenchère nationaliste française qui n'est pas sans arrière-pensée électorale.

Il est bien évident que lorsque, pour nous situer politiquement, nous employons l'expression de "gauche", ce n'est pas dans le sens formel, traditionnel et plus ou moins inactuel où l'emploient parfois certains partis ou hommes politiques hexagonaux, mais dans la mesure où cette terminologie appartient désormais au vocabulaire international et au langage de la science politique, dans la mesure aussi où elle recouvre des notions, des conceptions et des attitudes non équivoques.

Dans un prochain article, nous montrerons comment et pourquoi, au siècle de la décolonisation, les revendications bretonnes — qu'elles soient économiques, culturelles ou politiques — sont des revendications progressistes, donc de gauche — contrairement à une opinion encore trop largement répandue, même dans certains milieux qui se croient "évolués".

Jean THOMAS.

(1) « La Droite en France, de la première Restauration à la V^e République. »

CONSERVES & MARÉES
Spécialités de langoustines et crustacés, sardines, thons, maquereaux, etc.

ALAIN FURIC et FILS

LE GUILVINEC (Sud-Finistère) - TÉL. 0-14